



FICHE REPÈRES DU RSU 2024

Collectivités et établissements publics du Département Somme

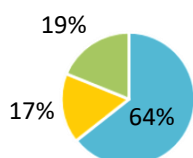
Cette Fiche reprend les principaux indicateurs du RSU 2024. Elle permet à une collectivité de se comparer à un groupe de collectivités présentant les mêmes caractéristiques (ex : type de collectivités, nombre d'agents, strate démographique...). Elle a été réalisée via l'application www.donnees-sociales.fr par le CDG80.

> 473 collectivités, ayant au moins un agent, ont transmis leur RSU sur 0 recensées

> 14 174 agents recensés dans ces collectivités dont 9 129 fonctionnaires, 2 379 contractuels permanents et 2 666 contractuels non permanents

Effectifs

64% des agents sont fonctionnaires



Fonctionnaires
Contractuels permanents
Contractuels non permanents



Minimum	Maximum	Effectif moyen	Nb de coll concernées
1	2 617	22	428
1	806	10	282
1	772	16	218

Précisions emplois non permanents

⇒ 1,6 % des agents recrutés dans le cadre d'un emploi aidé

⇒ 5,3 % des agents sont saisonniers ou occasionnels

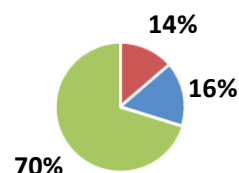
23,83 % des contractuels permanents en CDI

Caractéristiques des agents permanents

47% d'agents relevant de la filière technique

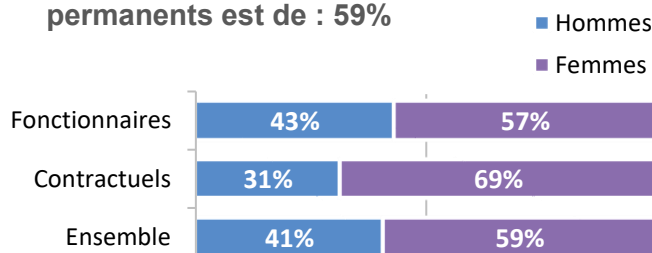
Filière	Titulaire	Contractuel	Tous	Nb moyen par coll concernée
Administrative	25,3%	23,2%	24,9%	6,5
Technique	48,0%	41,2%	46,6%	14,4
Culturelle	4,1%	7,8%	4,8%	11,8
Sportive	0,8%	1,8%	1,0%	8,4
Sociale	6,7%	16,6%	8,7%	11,0
Médico-sociale	3,1%	1,8%	2,8%	14,2
Médico-technique	0,0%	0,1%	0,0%	1,5
Police municipale	1,5%	0,0%	1,2%	3,8
Animation	6,0%	7,4%	6,3%	8,9
Incendie secours	4,5%	0,0%	3,6%	409,0
Total	100%	100%	100%	31

70% d'agents relevant de la catégorie C



	Effectif moyen
Catégorie A	3,3
Catégorie B	3,9
Catégorie C	17,1

Le taux de féminisation des emplois permanents est de : 59%

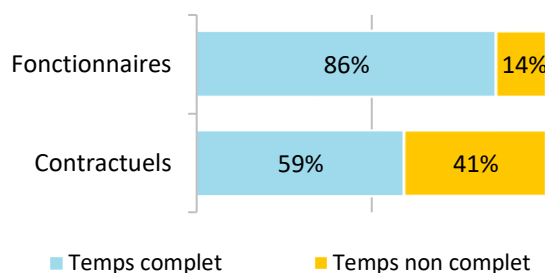


Le cadre d'emplois des adjoints techniques rassemble 34% des agents

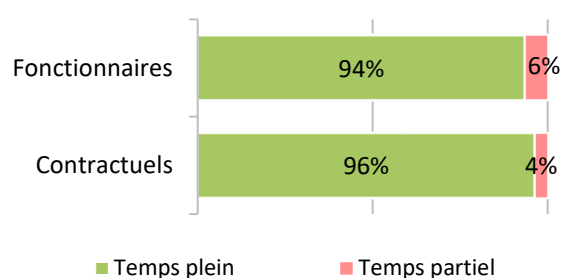
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	34%
Adjoints administratifs	13%
Rédacteurs	7%
Adjoints territoriaux d'animation	5%
Attachés	5%

Temps de travail des agents permanents

- 86% des fonctionnaires à temps complet contre 59% des contractuels



- 6% des fonctionnaires à temps partiel contre 4% des contractuels



- Les filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaire	Filière	Contractuel
Animation	27%	Animation	72%
Culturelle	26%	Sociale	70%
Sociale	20%	Culturelle	65%

- Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

0,9% des hommes à temps partiel
10,5% des femmes à temps partiel

Remarque : les agents intercommunaux sont comptés plusieurs fois comme des agents à temps non complet.

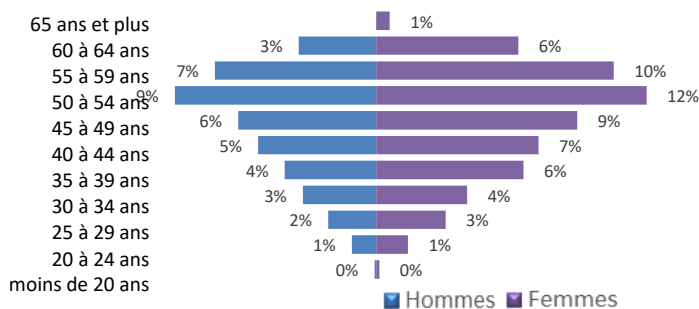
Pyramide des âges

- En moyenne, les agents ont 47 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	48,95
Contractuels permanents	41,76
Ensemble des permanents	47,47
Âge moyen* des agents non permanents	
Contractuels non permanents	40,52



Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

- En moyenne, 36,9 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) par collectivité



- > 19,8 fonctionnaires
- > 6,9 contractuels permanents
- > 10,2 contractuels non permanents

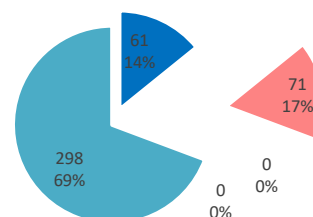
ETPR permanents moyens par catégorie

Catégorie A	16,8 ETPR
Catégorie B	10,0 ETPR
Catégorie C	16,2 ETPR

Positions particulières

- 3,7% des agents permanents sont en position statutaire particulière

- Part d'agents détachés dans une autre structure
- Part d'agents détachés dans la collectivité
- Part d'agents mise à disposition dans une autre structure
- Part d'agents mis à disposition dans la collectivité
- Autres positions particulières



Mouvements

- En 2024, le taux de rotation moyen des effectifs permanents est de 10,2%

Fonctionnaires	Contractuels permanents
4,2%	34,0%

Emplois moyens permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2023	Effectif physique au 31/12/2024
24,5 agents	24,3 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs* entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024		
Fonctionnaires	↘	-2,4%
Contractuels	↗	6,4%
Ensemble	↘	-0,7%

- Principales causes de départ d'agents permanents

Fin de contrat (hors agents contractuels mis en stage dans l'année)	41%
Départ à la retraite	18%
Agent contractuel nommé stagiaire au sein de la collectivité au cours de l'année	12%
Démission	7%
Mutation (changement de collectivité)	6%

- Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Article 3 hors remplaçants, retours ou réintégrations	37%
Remplaçants	28%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel permanent	12%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel non permanent	8%
Voie de mutation	5%

* Variation des effectifs :

$(\text{effectif physique rémunéré au 31/12/2024} - \text{effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023}) / (\text{Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023})$

Évolution professionnelle

- Concours et examens professionnels

En moyenne, 0,8% des agents permanents présents au 31/12 ont été titularisés dans l'année

- 28 ruptures conventionnelles actées en 2024

1,3% des collectivités ont initié au moins une procédure de rupture conventionnelle
96% sont à l'initiative de l'agent

- Avancements et promotions

Nombre moyen d'agents concernés sur 10

Non concernés	5 agents sur 10
Avancements d'échelon	4 agents sur 10
Avancements de grade	1 agent sur 10
Promotions	Moins de 1 agent sur 10

1,87% des agents concernés

Sanctions disciplinaires

- 2% des collectivités sont concernées par au moins une sanction disciplinaire en 2024.

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2024

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	32	2
Sanctions 2 ^{ème} groupe	2	-
Sanctions 3 ^{ème} groupe	3	-
Sanctions 4 ^{ème} groupe	2	1

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

15 sanctions prononcées à l'encontre d'agents contractuels

- Principaux motifs des sanctions prononcées (fonctionnaires et contractuels en 2024)

Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)	63%
Incorrections, violences, insultes, harcèlement moral	18%
Probité, intégrité (détournement, conservation de fonds, malversation, vol, dégradation, dettes, chèque sans provision)	5%

Budget et rémunérations



Les charges de personnel représentent 37,92 % des dépenses de fonctionnement

Montant
moyen

Budget de
fonctionnement

3 250 063 €

Charges de
personnel

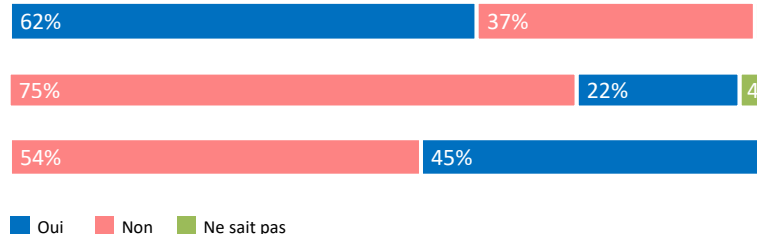
1 232 526 €



Soit 37,92 % des
dépenses de
fonctionnement

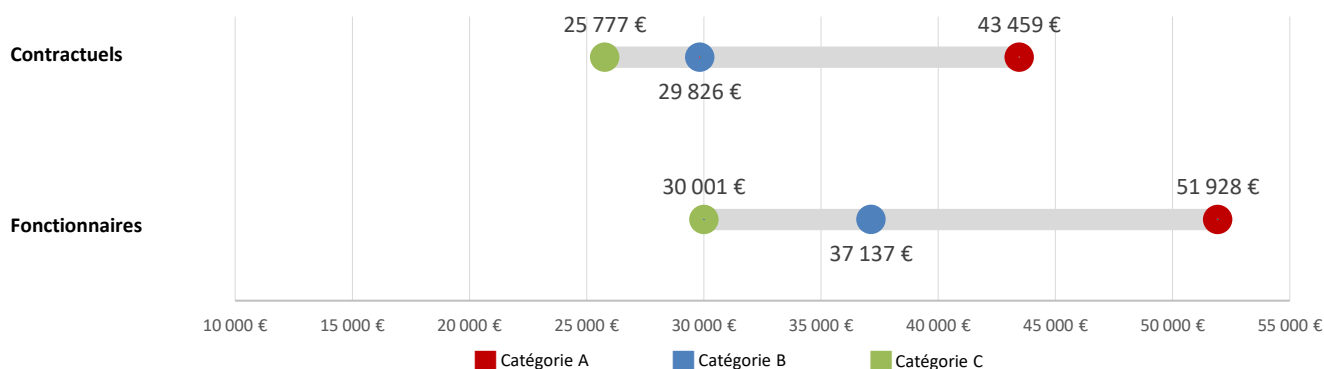
Mise en place du RIFSEEP

- pour au moins un cadre d'emplois pour les fonctionnaires
- pour les contractuels permanents
- avec une part de CIA



42% des collectivités prévoient le maintien des primes en cas de congé de maladie ordinaire

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents



La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 18,24 %

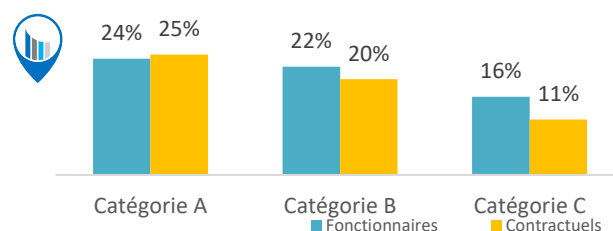
Part du régime indemnitaire
sur les rémunérations :

Fonctionnaires 18,46%

Contractuels sur emplois permanents 17,10%

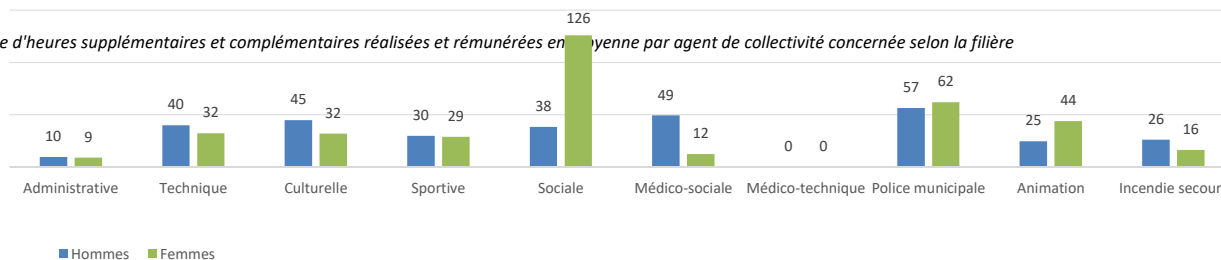
Ensemble 18,24%

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations
par catégorie et par statut



En moyenne, 1808 heures supplémentaires/complémentaires pour les 47% de collectivités concernées

Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées en moyenne par agent de collectivité concernée selon la filière



33% des collectivités adhèrent au régime d'assurance chômage pour la gestion de leurs anciens contractuels

En moyenne, 17,1 jours d'absence pour tout motif compressible par fonctionnaire



En moyenne, 8,8 jours d'absence pour tout motif compressible par contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	4,68%	2,42%	4,21%	1,44%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	9,25%	2,81%	7,92%	1,67%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	9,65%	3,29%	8,33%	1,85%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences

Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

> 33,64 % des agents ont eu au moins un jour de carence prélevé

Accidents du travail

14% des collectivités concernées par des accidents de travail

> 6 accidents du travail pour 100 agents

> En moyenne, 78 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Type d'accident



Service 88%
Trajet 12%

Genre



Femmes 47%
Hommes 53%

Catégorie



Catégorie A 4%
Catégorie B 10%
Catégorie C 86%

62% des accidents concernent la filière technique

Handicap

15% des collectivités ont au moins un agent BOETH

Taux de BOETH: 6,5%

Genre



Femmes 62%
Hommes 38%

Statut



Fonctionnaires 92%
Contractuels perm. 8%

Catégorie



Catégorie A 9%
Catégorie B 11%
Catégorie C 80%

0,7 travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent par collectivité concernée

Dépenses moyennes couvrant l'obligation d'emploi (collectivités concernées)

Dépenses afférentes à la passation de contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services avec des entreprises adaptées	18 801 €
Dépenses destinées à favoriser l'accueil, l'insertion ou le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés	28 528 €

Prévention et risques professionnels

57 jours moyens de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Dépense moyenne en formation : 5 999 €

Nombre moyen de formations : 80

Existence d'un document unique (DUERP)



Existence d'un registre de santé et de sécurité



Existence d'un plan de prévention des RPS



Part des agents permanents ayant bénéficié d'une visite médicale spontanée

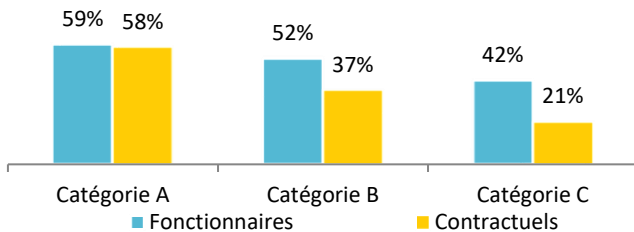
2,3% des femmes
3,4% des hommes

Formation Agents présents au 31 décembre

En 2024, 42% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

42% des femmes et 44% des hommes

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation

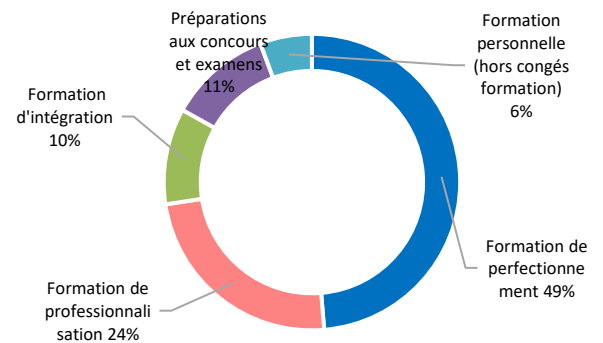


Le budget médian consacré à la formation est de 994 €

Répartition des dépenses de formation

CNFPT au titre de la cotisation obligatoire	59%
Autres organismes	23%
Coût de la formation des apprentis	12%
Frais de déplacement	5%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	1%

Répartition selon le type de formation



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 2,2 jours par agent



Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT cotisation obligatoire	45%
Collectivité	30%
Autres organismes	24%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	1%

Action sociale et protection sociale complémentaire

30% des collectivités ont un accord collectif sur la protection sociale complémentaire

Dont 20% ont adhéré à une convention de participation santé souscrite par le centre de gestion

	Santé	Prévoyance
Montant moyen annuel par bénéficiaire	211 €	254 €

En cours Oui Non Ne sait pas

L'action sociale des collectivités

Prestations servies directement par la collectivité



Prestations servies par l'intermédiaire d'un centre de gestion



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association locale



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association nationale



Relations sociales

7% des collectivités concernées par des grèves



42 jours de grève en moyenne par collectivité



Nombre moyen de réunions des instances

Instance	CST	CAP	CCP
Nombre moyen	0	0	0

1,4% des collectivités ont engagé des négociations collectives



1,1% ont conclu un ou plusieurs accords collectifs

Les principales négociations

Protection sociale complémentaire

Déroulement des carrières et promotion

Intéressement collectif et politiques indemnitaires

Les principaux accords

Protection sociale complémentaire

Mise en place du télétravail

Précisions méthodologiques

1 Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2023

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12

- + Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
- + Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12

- + Départs définitifs de contractuels
- + Départs temporaires non rémunérés
- + Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2023

+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2023

2 Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2024} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :	2. Absences médicales :	3. Absences Globales :
Maladie ordinaire et accidents du travail	Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche Repères reprend les principaux indicateurs du RSU 2024. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble des effectifs correspondant à un groupe de collectivités constitué par le Centre de Gestion et ainsi de disposer d'éléments de comparaison respectant les mêmes modes de calcul que les synthèses individuelles du RSU.



L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : mars 2026

Version 1